



OPEN ACCESS

SUBMITTED 21 December 2024

ACCEPTED 23 January 2025

PUBLISHED 25 February 2025

VOLUME Vol.07 Issue 02 2025

CITATION

Nsairun Léonard Yuyun, & Yana Mevo. (2025). STRATEGIES D'ACCOMPAGNEMENTS ET REDUCTION DU TAUX D'INSECURITE ALIMENTAIRE CHEZ LES POPULATIONS DEPLACEES VICTIMES DES CONFLITS ARMES DANS L'ARRONDISSEMENT DE MORA, L'EXTREME NORD - CAMEROUN. The American Journal of Social Science and Education Innovations, 7(02), 111–119.
<https://doi.org/10.37547/tajssei/Volume07Issue02-11>

COPYRIGHT

© 2025 Original content from this work may be used under the terms of the creative commons attributes 4.0 License.

STRATEGIES D'ACCOMPAGNEMENTS ET REDUCTION DU TAUX D'INSECURITE ALIMENTAIRE CHEZ LES POPULATIONS DEPLACEES VICTIMES DES CONFLITS ARMES DANS L'ARRONDISSEMENT DE MORA, L'EXTREME NORD - CAMEROUN

Nsairun Léonard Yuyun (Ph.D)

The University of Bamenda, Cameroon

Yana Mevo

The University of Bamenda, Cameroon, Cameroon

Abstract: In recent decades, the increase in average or serious food insecurity has been the most marked particularly in sub-Saharan Africa. Food security in tropical Africa is vulnerable and above all threatened by many factors in this case natural disasters linked to the climate, such as floods and droughts, and those humans relating to the predatory activities of non-state armed groups (Game). All these disasters generate hunger, in particular by provoking the movements of populations (including farmers, traders, craftsmen ...) who bring the community into poverty. This prevents agricultural production, the destruction of assets as well as food stocks. This also disrupts markets with prices increase and harm the livelihoods. There are many Africans whose capacity for access to sufficient food, safe and capable of providing for their nutrients in all circumstances happen to be threatened every day. This analysis has been fundamentally focused on the food situation of displaced populations victims of the conflicts of the Far North Cameroon in general and those of the Mora district who have suffered from the

impacts of territorial insecurity since 2013. This socio-political context linked to territorial insecurity, thus provoking the displacements of populations in the interior of Cameroon inevitably leading to an increase in the population in certain localities. These movements had a direct consequence on food and nutritional security on them. This quickly led to the exhaustion of food stocks and increased their vulnerabilities. The aim of this reflection is first to describe the local impacts of this territorial crisis on the situation of food security in this vulnerable region; Then analyze the support strategies implemented; and finally determine the role of institutions, organizations and local actors in order to face this delicate situation.

Keywords: Food(in) security; support strategies; displaced populations.

Introduction: Le Cameroun, un pays longtemps considéré comme le grenier de l'Afrique centrale, connaît ces dernières années une situation de précarité alimentaire, qui s'explique dans une certaine mesure par de nombreux facteurs en l'occurrence des catastrophes naturelles telles que les inondations et les sécheresses, et des catastrophes humaines telles que les génocides, le déplacement forcés, les violences sexuelles, les épidémies, et des guerres civiles...

Dans l'Extrême-Nord du Cameroun en général et précisément dans l'Arrondissement de Mora situé dans le Département du Mayo-Sava, en 2021, un rapport conjoint de l'organisation internationale pour les migrations (OIM), et de l'Organisation des Nations unies pour le Haut-Commissariat des Réfugiés (UNHCR) portant sur la situation des populations à risque dans la région de l'extrême Nord, révèle que le nombre des déplacés internes vivant dans des sites spontanés dans la ville de Mora est de 10,97 %. A ce taux s'ajoute celui de 60 % des populations locales qui hébergent lesdits déplacés.

En septembre 2021, le HCR a enregistré 341 536 personnes déplacées internes ayant fui les attaques de Boko Haram, soit une augmentation de 13% par rapport aux statistiques de l'année dernière. La région de l'Extrême-Nord a enregistré également 114,371 réfugiés Nigériens dont 68,103 dans le camp de Minawao et 46,268 dans les communautés d'accueil. Depuis janvier 2021, le camp de Minawao continue de recevoir environ 150 nouveaux réfugiés par mois. Le rapport de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) la Matrice de suivi des déplacements (Displacement Tracking Matrix- DTM, en anglais), a recensé de Mars en Aout 2022 environ 514 747 personnes déplacées internes dans l'ExtrêmeNord

Cameroun.

D'après ces statistiques, le Département du Mayo-Sava compte la plus grande population déplacée soit 160 672 individus. D'après ces statistiques, le Département du Mayo-Sava compte la plus grande population déplacée soit 160 672 individus. L'Arrondissement de Mora à lui seul compte environ 18 265 personnes déplacées se trouvant dans différents Sites telle que Aldje, Igawa, Bia, Kourgui, Walade, Figué, Massare, Waza, Mont massif etc. Ces populations déplacées ont pour cause de déplacement le conflit armé et cela entraîne chez ces derniers un taux élevé d'insécurité alimentaire.

Face à l'importante augmentation démographique dans la ville de Mora suite aux déplacements massifs internes des populations, il apparaît que la ville de Mora, terre jadis généreuse, s'est pratiquement vidée de ses ressources alimentaires. Depuis plus de cinq ans, l'insécurité alimentaire désagrège fortement les conditions de vie des populations dans cette localité. Les données issues des échanges avec les acteurs de la région (entretien avec le Délégué Départemental du commerce Mayo-Sava, les populations et les ménages), permettent de saisir l'ampleur de la situation. Elles renseignent clairement, qu'en plus de la rareté des produits alimentaires, s'ajoutent les difficultés liées à l'accès et à la répartition des quelques denrées alimentaires disponibles.

Aujourd'hui, il est possible d'affirmer que s'approvisionner en vivres dans les localités D'ALDJE, IGAWA ET BIA de l'arrondissement de Mora est presque assimilable à une sorte de mission impossible, car cela comporte plusieurs difficultés. Les marchés des vivres sont de moins en moins peuplés, l'assiette de la ménagère s'est considérablement rétrécie. Certains produits manufacturés qui venaient du Nigéria voisin sont devenus rares sur le marché à cause de la fermeture du marché frontalier de BANKI qui approvisionnait toute la région. La recherche des causes directes et indirectes susceptibles d'expliquer cette situation inconfortable dans laquelle se trouvent les populations déplacées, a permis d'identifier plusieurs facteurs essentiellement articulés autour de la crise sécuritaire et des mauvaises conditions climatiques.

Relativement à la crise sécuritaire, il apparaît que les frontières à l'Ouest par le Nigeria et au Nord-Est par le Tchad sont poreuses du fait de la crise sécuritaire imputable aux multiples assauts terroristes de l'organisation Boko Haram.

Cette situation politique influence grandement la disponibilité, l'accessibilité, la stabilité et la capacité d'utiliser une alimentation nutritive. Tout comme une région où on ne mange pas à sa faim est plus susceptible de faire face à une augmentation de la criminalité et de

la délinquance. La crise alimentaire et les conflits armés sont des facteurs importants de l'insécurité territoriale (1999, Cohen & al).

En effet, dans les sociétés politiques modernes tout individu, qu'il soit en situation de vulnérabilité ou non, doit en raison de la dignité attachée à la personne humaine, bénéficier d'un minimum de bien-être. Il ne saurait en être autrement dans la mesure où la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 dispose en son article 25 que « toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté ». Ces prérogatives de promotion des meilleures conditions de vie en faveur de tout être humain sont reprises au Cameroun à travers le préambule de la constitution et la loi sur Loi n°2018/020 du 11 décembre 2018 portant Loi-Cadre sur la Sécurité Sanitaire des Aliments.

Dans le cadre de ce travail il s'agit d'étudier l'impact de l'accompagnement socio-éducatif sur la réduction du taux d'insécurité alimentaire. En effet, les déplacements de milliers des personnes venant des villes environnantes a entraîné l'épuisement des stocks alimentaires et a accru la vulnérabilités des populations déplacées. Ce qui a provoqué le problème du manque d'approvisionnement alimentaire. Face à ce problème, on se pose la question de savoir comment l'accompagnement socio-éducatif, L'assistance sociale, L'évaluation continue et L'apprentissage facilitent-t-ils la réduction du taux d'insécurité alimentaire des populations déplacées victimes des conflits armés dans l'Arrondissement de Mora ? quelles sont les actions et les stratégies développées pour faire face à l'insécurité alimentaire exacerbée par la crise frontalière ?

Pour concrétiser ces énoncées de bien être dans la vie des camerounais en général et des déplacés internes en particulier, il est nécessaire d'accompagner lesdits déplacés internes tant sur le plan social qu'éducatif dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

La réalisation du présent travail se justifie donc par la nécessité de sensibiliser tous les acteurs publics susceptibles d'intervenir dans la lutte contre l'insécurité alimentaire qui détériore les conditions de vie des Camerounais en général et des déplacés dans les localités d'Aldje, d'Igawa et de Bia en particulier.

Pour ce faire, « l'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA) » (PAM, 2009) qui est un

cadre conceptuel et théorique développé par le Programme Alimentaire Mondiale a servi de référence pour l'analyse. Il s'agit d'un cadre qui a pour finalité de mesurer les répercussions d'un choc sur la sécurité alimentaire des ménages et des communautés dans la zone touchée. Il a été agencé sur 3 piliers de la sécurité alimentaire : les disponibilités alimentaires, l'accès à l'alimentation et l'utilisation des produits alimentaires qui ont été saisis à partir d'une approche qualitative.

1. L'impact de L'accompagnant socio-éducatif sur la santé et le bien-être de individus et des communautés

L'accompagnant socio-éducatif et réalise une intervention sociale au quotidien visant à compenser les conséquences d'un handicap, quelles qu'en soient l'origine ou la nature. Il prend en compte les difficultés liées à l'âge, à la maladie, ou au mode de vie ou les conséquences d'une situation sociale de vulnérabilité, pour permettre à la personne d'être actrice de son projet de vie.

Il accompagne les personnes tant dans les actes essentiels de ce quotidien que dans les activités de vie sociale, scolaire et de loisirs. Il veille à l'acquisition, la préservation ou à la restauration de l'autonomie d'enfants, d'adolescents, d'adultes, de personnes vieillissantes ou de familles, et les accompagne dans leur vie sociale relationnelle.

Ses interventions d'aides et d'accompagnement contribuent à l'épanouissement de la personne à son domicile, en structure et dans le cadre scolaire et social. Dans le cadre de ses missions, en lien avec une équipe et sous la responsabilité d'un professionnel encadrant ou référent, il participe à l'élaboration et la mise en œuvre d'un accompagnement adapté à la situation de la personne, de ses besoins, de ses attentes, de ses droits et libertés. Il établit une relation attentive de proximité, en fonction des capacités potentialités de la personne dans toutes ses dimensions (physiques, physiologiques, cognitives, psychologiques, psychiques, relationnelles et sociales).

Il soutient et favorise la communication et l'expression de la personne qu'elle soit verbale ou non verbale. Il participe à son bien-être physique et psychologique dans les différentes étapes de sa vie. Il contribue à la prévention de la rupture et ou à la réactivation du lien social. Selon son contexte, il intervient au sein d'une équipe pluri professionnelle et inscrit son action dans le cadre du projet institutionnel et du projet personnalisé d'accompagnement, en lien avec les familles et les aidants.

Il transmet et rend compte de ses observations et de ses actions afin d'assurer la cohérence et la continuité de l'accompagnement et de l'aide proposée. Dans ce

cadre, il évalue régulièrement son intervention et la réajuste en fonction de l'évolution de la situation de la personne. Le diplôme d'Etat lié à cette profession constitue le premier niveau de qualification dans le champ du travail social.

L'accompagnement socio-éducatif contribue à la qualité de vie de la personne, au développement ou au maintien de ses capacités à vivre à son domicile. En outre, il favorise l'accès à l'éducation et à l'information, développe les compétences culinaires, fournit un soutien psychologique et social et aide les familles à développer leur autonomie et leur résilience pour leur aider à mieux faire face aux défis liés à l'insécurité alimentaire.

2. Présentation de la recherche

2.1 Méthodologie

A visée exploratoire, cette étude a pour but de Réduire du taux d'Insécurité alimentaire et à améliorer les qualités de vie des populations déplacées victimes des conflits armés. L'approche qui semble la plus diversifiée, efficace et pertinente est la méthodologie quantitative, Le choix de notre population est porté sur l'ensemble des populations déplacées victimes des conflits armés de Mora. La technique de l'échantillonnage est une technique d'échantillonnage probabiliste aléatoire simple.

Après application de la formule:

$$N = (z^2 \times \sigma^2) / E^2$$

vec:

- N est la taille de l'échantillon
- Z est la valeur de la variable aléatoire standardisée (généralement 1,96 pour un niveau de confiance de 95%)
- σ est l'écart-type de la population
- E est la marge d'erreur (ou l'erreur type) (0,05)

Les résultats obtenus sur échantillon ne sont extrapolables à la population entière que si l'échantillon est représentatif. Or la représentativité de l'échantillon dépend essentiellement de la méthode d'échantillon adoptée et la formule la plus simple du calcul de la taille de l'échantillon est celle présenté ci-dessus. Après application de la formule, notre taille d'échantillon est de 262 ménages. Cet échantillon sera considéré comme un échantillon représentatif des différents sites situés à Mémé qui est un des villages de l'arrondissement de Mora.

2.2 présentations des résultats des enquêtes

D'après les ménages enquêtés, il en ressort que les femmes sont plus à la tête des ménages. Soit 135

femmes sont chef de ménage.

Parlant de leurs nationalités, tous ces ménages représentant les populations déplacées victimes des conflits armés se trouvant dans les sites d'Aldje, Igawa et Bia sont d'origine Camerounaise. D'après la présentation des résultats, il y a lieu de préciser que 25 chefs de ménages sont célibataires, soit un pourcentage de 9,5% ; 86 sont marié sous le régime monogamique soit un pourcentage de 32,8% ; 76 sont marié sous le régime polygamique soit un pourcentage de 29,0% ; et 75 sont veuf (ve) soit un pourcentage de 28,6%. La cause de leur déplacement est le conflit armé provoqué par la secte islamique boko haram.

S'agissant du nombre d'enfant de moins de 5ans en charge du chef du ménage des sites enquêtés, 37% des ménages ont un enfant de moins de 5ans, 29% ont 2 enfants de moins de 5ans et 11,8% ont 3 enfants de moins de 5ans. Pour les enfants de plus de 5ans, 11,5% ont 1 enfant de plus de de 5ans, 39,3% ont 2 enfants de plus de 5ans, 28,6% ont 3 enfants de plus de 5ans, 8,4% ont 4 enfants de plus de 5ans et 3,4% ont 5 enfants de plus 5ans. Et 9,9% de ménage des populations déplacées des sites enquêtés comptent 1 enfant de plus de 18ans. 81,3% compte 2 enfants de plus de 18ans, 28,6% en compte 3 enfants tandis que 13,7% ont 4 les enfants de plus de 18ans et 8% en ont. En plus, 27,5% chef des ménages déplacés ont en leur charge 1 personne de plus de 65ans, 19,5% ont 2 personnes de 65ans en leur charge et 6,9% ont 3 personnes âgées de plus de 65ans en leur charge. Concernant les femmes enceintes, d'après l'analyse des données représentées dans le tableau 9 présentant la répartition de l'échantillon selon le nombre de femme enceinte en charge des chefs de ménage des différents sites enquêtés, il en ressort que 40,5% des ménages compte 1 femme enceinte, 5,3% des ménages compte 2 femmes enceintes et 1,5% des ménages comptent 3 femmes enceintes. S'agissant du nombre de femme allaitante en charge des chefs de ménage des différents sites enquêtés, il en ressort que 34,0% des ménages comptent une femme allaitante, 2,3% des ménages comptent 2 femmes allaitantes.

Avant leur déplacement, 37,4% des déménages des sites enquêtés avaient pour activité principale l'agriculture. Comme activité secondaire on peut citer l'artisanat (Tailleur, Menuisier ; Cordonnier...) soit un pourcentage de 14,5% et l'élevage soit un pourcentage de 10,7%. Il y a lieu de préciser que d'autre ménage combinait plus de deux actives comme l'agriculture et le petit commerce ; l'agriculture et l'élevage...

Après le déplacement des ménages des sites d'Aldje, Igawa et Bia dû au conflit armé, 30,9% des ménages sont sans activité ; 29% ont pour activité le travail journalier,

tandis que 20,6% pratique la coupe, ramassage et vente de bois et 18,3% des ménages cumulent deux activités telles que le travail journalier et la coupe, ramassage et vente de bois.

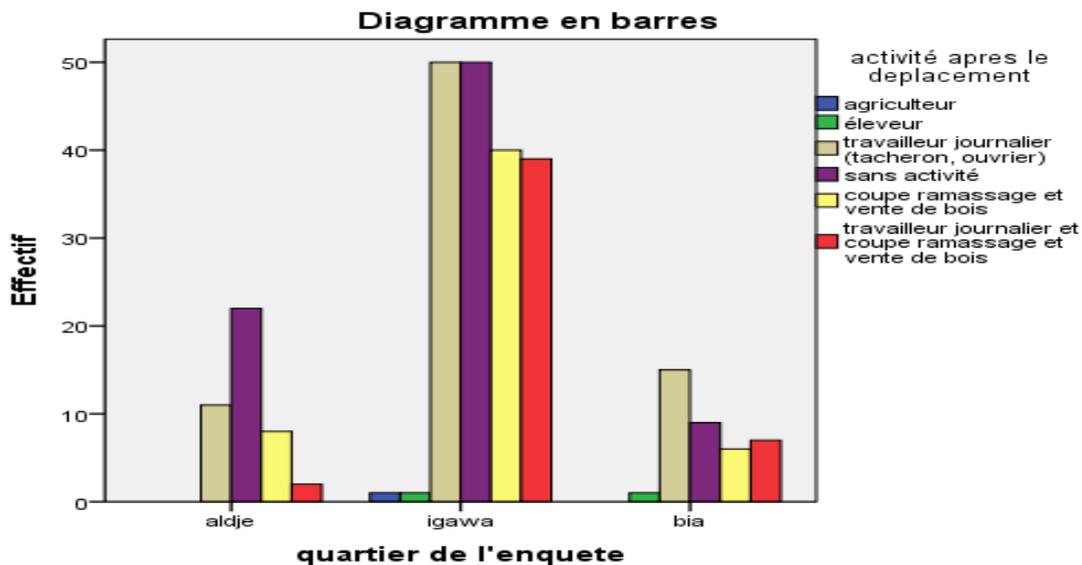


Figure 1 : Répartition de l'échantillon selon l'activité des populations des différents sites enquêtés après leur déplacement

➤ **Mode d'accès alimentaire**

Le mode d'accès alimentaire renvoie à la façon dont les différents ménages se procurent de la nourriture. D'après nos enquêtes, il en ressort que 106 ménages soit un pourcentage de 40,5% vivent des dons et du travail journalier ; 86 ménages soit 32,8% vivent de la coupe, ramassage et vente de bois ; 46 ménages soit 17,6% vivent essentiellement des dons et 17 ménages soit 6,5% vivent des dons et de la mendicité.

En effet, les populations déplacées victimes des conflits armés des différents sites enquêtés ont abandonné leur terre agricole et actuellement ne possèdent aucune terre agricole et ne sont exploitant d'aucune terre cultivable depuis leur déplacement, de même ils ne possèdent plus des animaux d'élevage. Tout a été pillé par les boko haram. Ils survivent grâce à des dons offerts par les O.N.G. qui sont alimentaire, financier ou alors matériel. Partant de ce fait, 113 soit 43.1% ménages enquêtés ont reçu des assistances qui sont d'ordre alimentaire, financier et matériel ; 96 soit 36.6% ont reçu les assistances d'ordre alimentaires et matériels ; 35 donc 13.4% n'ont que reçu des assistances alimentaires et 12 soit 4.6% ont reçu des assistances d'ordre alimentaires et financiers.

Sur la base des informations collectées, il apparait que malgré les efforts déployés par les O.N.G, la totalité des ménages enquêtés ne sont pas satisfait des assistances reçues pour des raisons multiples. Comme raison principale, 19,5% ne sont pas satisfait à cause du manque des moyens financiers et d'un manque d'activités de revenus ; 18,3% sont en manque

d'intrants agricoles et d'accessibilité aux assistances ; 16,0% sont en manques des moyens financiers et Non accessibilité des assistances ; 14,5% manques d'intrants agricoles et Accès momentané à la nourriture.

➤ **Mode d'utilisation alimentaire**

L'utilisation de la nourriture désigne : (a) l'usage par un ménage de la nourriture à laquelle il a accès, et (b) la capacité d'un individu à absorber et à métaboliser les nutriments, qui correspondent à l'assimilation effective de la nourriture par le corps humain.

Il s'agit de la manière dont la nourriture est utilisée à un niveau micro (ménage – individuel) ; la distribution de la nourriture au sein d'un ménage, sa préparation et ensuite son absorption au niveau individuel ; c'est la mesure de la capacité de la population à puiser suffisamment de nourriture pendant une période donnée. En effet, d'après la présentation des données, il en ressort qu'avant leur déplacement la totalité des ménages enquêtés se nourrissaient trois à quatre fois par jours. Mais après leur déplacement, 174 ménages mangent une fois par jours soit un pourcentage 66,4% et 88 ménages mangent deux fois par jours soit un pourcentage de 33,6%.

En outre, la durée des réserves alimentaires distribuées par les O.N.G couvre sept jours chez 200 ménages soit un pourcentage de 76,3% et 14 jours chez 62 ménages soit un pourcentage de 23,7%. Par ailleurs, il faut préciser qu'aucun ménage des sites étudiés ne possède un grenier alimentaire et ne reçoive pas suffisamment une éducation à l'utilisation raisonnable des produits alimentaires reçus. Ni de planning alimentaire. Ils

consomment, disent-ils « ce que DIEU va leur donner ».

➤ **Disponibilité alimentaire**

La disponibilité alimentaire désigne la quantité de nourriture réellement présente dans un pays ou une région dans un ménage sous toutes les formes de production domestique, d'importation commerciale et d'aide alimentaire. En effet Sur les bases de données collectées auprès des ménages enquêtés, il en ressort qu'avant leur déplacement ils disposaient suffisamment des variations des stocks alimentaires, en alimentation animale, des semences et ils avaient la possibilité de transformer les aliments. En plus, le marché pour approvisionnement des vivres alimentaire était situé non loin de leur village d'origine. Mais après leur déplacement ils ne possèdent plus de stock alimentaire ni des animaux d'élevage encore moins des semences agricoles. En plus, la durée des réserves alimentaires distribuées par les O.N.G couvre sept jours chez deux cent ménages, soit un pourcentage de 76,3% et 14 jours chez 62 ménages soit un pourcentage de 23,7%. S'agissant de la distance du marché par rapport aux sites étudiés, on a noté que les sites des déplacés d'Aldje et Igawa sont situés à 3km du marché de Mémé, tandis que celui de Bia est situé à 1km du marché. En outre, les populations déplacées connaissent les périodes de disette (période où il n'y a rien à manger). Il s'agit des périodes du mois d'Aout et

du mois de Septembre. Cette période correspond à celle de la grande saison des pluies.

➤ **Stratégies d'adaptation**

Il s'agit des tentatives du sujet pour faire face activement aux événements de la vie. Cet ensemble de phénomènes complexes sert à modérer l'impact de tels événements sur le fonctionnement physique, social et émotionnel. Pour faire face aux effets néfastes de l'insécurité alimentaire, les populations déplacées victimes des conflits armés à Mora en général et des sites d'Aldje, Igawa et Bia en particulier, ont développé diverses stratégies d'adaptation, soit individuellement, soit collectivement. Les stratégies d'adaptations utilisées pendant les périodes de soudure sont :

- A) Emprunter de la nourriture (stress)
- b) diminuer le nombre de repas par jour (crise)
- c) passer la journée entière sans manger (crise)
- d) mendier (urgence)
- e) enlevé les enfants à l'école (stress)
- f) Vente d'équipements de la maison (stress)
- g) Echanger des choses contre la nourriture (crise).

De la lecture de cette figure, selon la stratégie d'adaptation utilisée pendant les périodes de disette et la fréquence d'utilisation de cette stratégie pendant une semaine, il en ressort que 65% de la population déplacées sont en situation de crise alimentaire, tandis que 21% sont en situation de stress et 14% sont en situation d'urgence alimentaire.

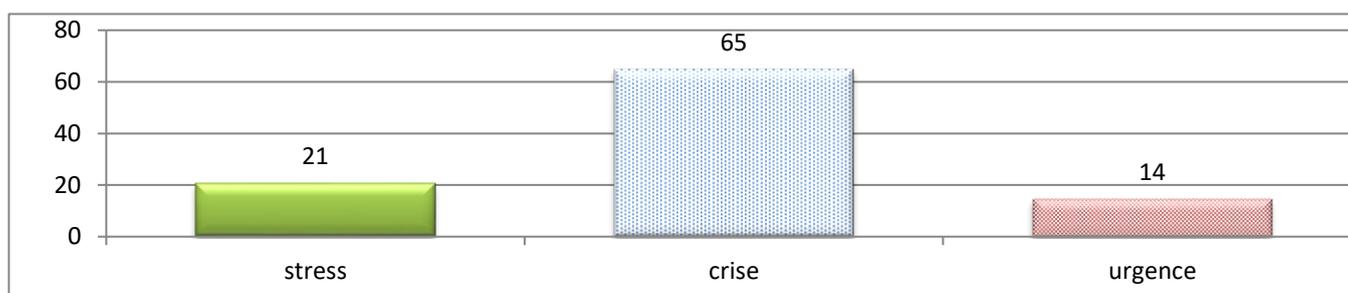


Figure 2 : Répartition de l'échantillon selon la stratégie d'adaptation utilisée pendant les périodes de soudure chez les populations déplacées des différents sites

En somme, Les résultats de cette étude ont permis d'appliquer la théorie des besoins de base de Maslow (1908-1970), analyse dimensionnelle de la sécurité alimentaire et nutritionnelle : approche des capacités d'Amartya SEN (1998), la théorie de l'Empowerment de Julian Rappaport (1981) dans le contexte de la réduction du taux d'insécurité alimentaire chez les populations déplacées. A travers cette étude, nous pouvons affirmer que l'accompagnement socio-éducatif participe à la réduction du taux d'insécurité alimentaire chez les populations déplacées victimes des conflits armés dans l'arrondissement de Mora.

Pour Maslow, les besoins humains sont organisés selon une hiérarchie où, à la base, on retrouve les besoins physiologiques élémentaires et à son sommet, on retrouve les besoins psychologiques et affectifs d'ordre supérieur. A la base de la pyramide on retrouve les besoins de maintien de la vie (respiration, alimentation, élimination, maintien de la température, repos et sommeil, activité musculaire et neurologique,

contact corporel, vie sexuelle). Ces besoins sont fondamentaux. En effet, un manque, une privation aura obligatoirement un impact sur les autres besoins, car la construction des étages supérieurs est alors impossible.

Dans la hiérarchie des besoins de Maslow, les besoins physiologiques sont prioritaires. Généralement, une personne cherche à satisfaire ses besoins physiologiques avant tous les autres (Maslow, 1970).

Pour Maslow, si une personne manque de nourriture, de sécurité et d'amour, il cherche habituellement à satisfaire d'abord son besoin de nourriture avant de satisfaire son besoin d'amour. Les besoins physiologiques sont les besoins dont la satisfaction est importante ou nécessaire pour la survie.

En outre, pour Amartya SEN (1998), dans son analyse dimensionnelle de la sécurité alimentaire et nutritionnelle : approche des capacités. Selon Sen (1981), les capacités de production et les possibilités d'échange qu'ont les populations jouent un rôle important dans la détermination de leur situation alimentaire. La faim est alors la conséquence d'un échec de ne pas avoir droit à disposer suffisamment de nourriture à tout temps. Janin et Dury (2012) parlent de l'existence d'un contraste à l'image des constats de greniers vides avec des marchés bien approvisionnés. De ce fait, au-delà de la disponibilité alimentaire, il faut considérer deux autres aspects : l'accessibilité à la nourriture et la stabilité des approvisionnements (Azoulay et Dillon, 1993) En effet, Sen (1999) soutient que la variation de la relation entre l'apport alimentaire (moyens) et le rendement nutritionnel (finalité) dépend considérablement des caractéristiques personnelles et sociales (âge, sexe, revenu, préférence alimentaire), des conditions environnementales, du niveau d'éducation et des caractéristiques sanitaires (eau potable, soins de santé, assainissement), etc.

En outre, les participants de cette étude sont motivés, ils savent qu'ils peuvent agir en interaction avec les professionnels et se projettent pour l'amélioration de leurs situations. D'après la théorie, de Julian Rappaport (1981), ce n'est que la prise en compte de la relation entre deux personnes qui les amène à apprendre à travailler et à se mettant ensemble afin d'apporter une solution adéquate à cette difficulté. En effet, l'empowerement est un processus ou une approche qui vise à permettre aux individus, aux communautés, aux organisations d'avoir plus de pouvoir d'action et de décision, plus d'influence sur leur environnement et leur vie. Chaque individu, chaque communauté où qu'il se situe dans l'échelle sociale possède un potentiel, des ressources et doit pouvoir utiliser celles-ci pour améliorer ses conditions d'existence et tracer la route vers plus d'équité. "Car mieux vaut apprendre à pêcher à un homme que de le nourrir toute sa vie"

Pour Lavoie et Panet-praymont (2008), l'élaboration du plan d'action est un stade de planification pendant

lequel les objectifs, la stratégie, les moyens d'action, l'échéancier, les ressources matérielles et humaines, le mode de fonctionnement du groupe et la structure organisationnelle sont définis et précisés. Pour ce qui est de cette étude, nous avons élaboré le plan d'action pour l'ensemble des populations déplacées victimes des conflits armés et en situation d'insécurité alimentaire.

Les objectifs ont été élaborés grâce aux résultats d'entretiens obtenus auprès de nos participants. Il s'agit de :

- Eliminer la faim et assurer la sécurité alimentaire.
- Améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.
- Permettre le retour à l'autonomie alimentaire des populations affectées par les conflits ou l'insécurité alimentaire chronique
- Promouvoir la disponibilité physique et l'accès économique et physique des aliments.
- Garantir l'utilisation des aliments et veiller à la stabilité des trois autres dimensions dans le temps.
- Valoriser l'éducation à l'effort de la production des aliments, à utilisation rationnelle des offres alimentaires disponibles et la gestion des économies alimentaires.

Les moyens d'accompagnement pour la réduction du taux d'insécurité alimentaire que nous avons proposé pour atteindre nos objectifs sont des moyens d'accompagnement sociaux-éducatifs à long et à court termes :

• Les moyens d'accompagnement sociaux à court terme

Il s'agit de la distribution des premiers secours alimentaires. Cela revient à des vivres alimentaires de façon générale et des rations alimentaires mensuelles équilibrées (les sacs de sucre, le sel, les légumineuses en conserve, les légumes secs, les pâtes, le riz blanc, les fruits secs, maïs, arachide céréales, huile...). Il s'agit également des tickets ou chèques alimentaires, des repas chauds ou des maraudes (tournee de rue qui consiste à aller rencontrer les personnes sans domicile fixe et sans-abri qui ont besoin d'aide).

• Les moyens d'accompagnement sociaux à long terme

Il s'agit :

- Mise sur pied des champs communautaires ;
- Distribution des semences (maïs, arachide riz, céréales, tubercule etc.);
- Distribution des animaux d'élevages ;
- Investissement dans les infrastructures (Ils permettent applications scientifiques et techniques

concernant divers aspects du système alimentaire)

- Création d'un environnement favorable.

En effet, Le développement agricole durable est possible si des mécanismes de gouvernance efficaces sont en place et si l'on veille à la cohérence des politiques et des programmes relatifs au développement agricole durable, aux systèmes alimentaires, aux questions d'environnement, à la protection sociale, à l'enseignement, à la nutrition et à la santé, et à la cohérence entre les institutions, les organismes et les ministères qui en sont chargés au niveau national et international.

- Intégration des préoccupations des femmes dans les systèmes alimentaires innovants.

Les femmes représentent une part importante et croissante de la main-d'œuvre agricole dans le monde. Elles constituent environ 43 % de la population active agricole dans les pays en développement et 50 % de la population active agricole dans les pays les moins avancés. En plus, En dépit de leur rôle essentiel dans la production et l'industrie alimentaires, les femmes n'ont généralement qu'un accès limité aux ressources (technologie, formation, enseignement, information, crédit et terres, notamment) nécessaires pour produire davantage et sont souvent tenues à l'écart des processus décisionnels dans la gestion de l'eau et des autres ressources naturelles.

- Soutenir les investissements dans les infrastructures (réseau électrique et infrastructures routières), les services de vulgarisation et les innovations commerciales, organisationnelles et sociales en vue d'améliorer la sécurité alimentaire ;

- Renforcement des capacités des agriculteurs sur les pratiques culturales ;

- Encadrement, financement des regroupements d'agriculteurs ;

- Construction des magasins de stockage et des greniers communautaires dans les marchés ;

- Suivi et identification des zones à risque d'insécurité alimentaire ;

- La mise sur pied des programmes spécifiques pour le suivi de ses activités ;

- Renforcer les capacités de résilience des ménages en insécurité alimentaire modérée à travers des activités de prévention et de mitigation de chocs et la création des actifs, de type Food Assistance For Assets (FFA).

Ces activités concernent en particulier les PDI et les populations locales vulnérables qui se remettent des effets de la crise et s'intègrent progressivement dans la communauté d'accueil. Elles bénéficieront d'une

assistance en contrepartie de leur participation à une activité de réhabilitation impliquant les populations locales.

- Développer les technologies agroalimentaires et agro-industrielles ainsi que des modèles scientifiques pour la conservation de l'environnement, la gestion économique et durable des ressources agricoles ;

- Mettre en œuvre des programmes tendant à promouvoir la diversification de l'économie par le renforcement des secteurs agro-industriel et manufacturier ainsi que d'autres activités ;

- Appuyer des programmes visant à diversifier l'agriculture au profit de produits d'exportation non traditionnels de haute valeur marchande (par exemple : horticulture, thé, pêche) ;

- Mettre en œuvre des ensembles de mesures visant à renforcer le secteur privé en tant que producteur, prestataire de services et, dans certains cas, source de financement pour des biens publics dans le cadre de partenariats avec des institutions publiques ;

- Encourager les investissements et les soutiens financiers favorisant la diversification de l'économie ainsi que la stabilité et la cohésion sociales ;

- Éradiquer la pauvreté et l'insécurité alimentaire en mettant en place des systèmes de protection ciblés de grande ampleur financés par l'état ;

- Réaliser des investissements publics visant à stabiliser la production, renforcer la productivité et améliorer le fonctionnement des marchés ;

- Adopter des mesures immédiates pour assurer aux victimes de la faim, aux réfugiés en voie de réinstallation et aux soldats démobilisés un accès adéquat à la nourriture ;

- Mettre tout en œuvre pour résoudre les conflits armés, assurer la stabilité politique et améliorer la gouvernance.

• Les moyens d'accompagnement éducatif

- Éducation alimentaire et nutritionnelle. (L'éducation alimentaire et nutritionnelle dans le cadre scolaire peut permettre aux enfants, aux adolescents, au personnel des établissements et au reste de la population d'acquérir des connaissances qui incitent à adopter des habitudes alimentaires saines et d'autres comportements positifs en matière de nutrition) ;

- Education à l'effort de la production des aliments, à utilisation rationnelle des offres alimentaires disponibles et la gestion des économies alimentaires ;

- Sensibilisation des aidants et des chefs de famille aux risques liés à des activités de sécurité alimentaire ;

- La création de nouveaux programmes et de nouveaux établissements d'enseignement et de recherche pour contribuer à créer une base de connaissances et une réserve de spécialistes pour renforcer les capacités d'innovation agricoles ;

- Promouvoir l'entreprenariat fondé sur l'innovation agricole et l'élevage.

Par ailleurs, les ressources matérielles et humaines nécessaires à la mise sur pied d'un moyen d'action qui nous permettra d'atteindre les objectifs fixés au départ. Les ressources que nous nous proposons sont entre autres : le gouvernement, les organisations non gouvernementales, les anciennes personnes déplacées, les spécialistes en interventions. En dehors de ces ressources, nous avons besoin également de :

- Les moyens financiers ;

- Les moyens de déplacement, etc.

Parlant du mode de fonctionnement, c'est la manière à laquelle nous organiserons les différentes tâches à partager dans le cadre de notre projet. Il s'harmonise avec les valeurs auxquelles adhèrent les populations déplacées victimes des conflits armés dans l'arrondissement de Mora. Étant donné que nous n'avons pas une structure de fonctionnement bien connue, nous allons créer un comité d'intervention et qui ne durera que pendant le temps de l'action.

CONCLUSION

Cette analyse de la situation alimentaire dans la région de l'Extrême-Nord-Cameroun en général et de l'arrondissement de Mora en particulier en période de crise sécuritaire, a permis de montrer à quel point la vulnérabilité de cette région s'est exacerbée du fait des attaques de la secte terroriste Boko Haram. En tout état de cause, l'accompagnement socio-éducatif joue un rôle crucial dans la réduction du taux d'insécurité alimentaire chez ces derniers. Il fournit un soutien éducatif, psychologique et social. En plus, à travers les programmes d'accompagnement socioéducatif, il améliore la qualité de vie, renforce leur autonomie et leur résilience, développe les compétences des populations vulnérables et en situation de vulnérabilité. Les suggestions faites dans ce travail ne sont pas classiques, des suggestions physiques ou structurelles tant réitérées par le milieu scientifique en cas de problème. Mais elles font appel très souvent à la volonté intérieure de l'individu à voir changer sa condition avec l'apport de la bonne connaissance, le vrai sens des choses stimulé par les bonnes attitudes. Ou la volonté des acteurs engagés dans la lutte à être des bifurcations, d'apporter un changement positif dans la vie des populations en situation de vulnérabilités, touchées par une catastrophe au lieu de

continuer à créer des personnes dépendantes des aides alimentaires et non alimentaires.

REFERENCES

ACF-International. (2014). Politique sécurité nutritionnelle : une compréhension et approche multisectorielle commune pour lutter contre la sous nutrition, Document de cadrage.

Ballet, J. & Randrianalijaona, M. (2011). Vulnérabilité, insécurité alimentaire et environnement à Madagascar, L'Harmattan.

Cameroun/EFSA. (2015). Évaluation de la sécurité alimentaire de l'Extrême-Nord du Cameroun. PNSA/PAM.

FAO. (2012), Des institutions rurales innovantes pour améliorer la sécurité alimentaire. FAO/FIDA.

Lavoie, J. & Panet-Raymont, J. (2008). Les étapes du processus de l'intervention communautaire. Dans H. Lamoureux. Lavoie, J. & Mayer, R. Panet-Raymont, J. (dir.), la pratique de l'action communautaire (pp. 151-185). Presses de l'université du Québec.

Louart, P. (2002), Maslow, Herzberg et les théories du contenu motivationnel, CLAREE, IAE-USTL.

PAUL, M. (2004). L'accompagnement : une posture professionnelle spécifique, Paris, L'Harmattan.

Quivy, R, Campenhoudt, L-V., & Marquet, J. (2017). Manuel de recherche en Sciences Sociales. Psychologie sociale. Édition. Dunod.

Quivy, R., Campenhoudt, L-V. (2006). Manuel de recherche en Sciences Sociales. Psychologie. Édition. Dunod.

Rappaport, J. (1987). Terms of empowerment/Exemplars of prevention toward a theory for community psychology. American Journal of Community Psychology, 15(2), 121-145. [https://doi: 10.3917/s12187-016](https://doi.org/10.3917/s12187-016).

Roussel, J. (2000). Travail d'éducateur spécialisé : éthique et pratique. Paris : Dunod.

Sen, A. (1985) Commodities and Capabilities, Amsterdam: Elsevier.

Sommet Mondial de l'Alimentation. (1996). Vers La Sécurité Alimentaire. Mondiale. Projet de déclaration de politique générale et de plan d'action. Rome, Italie.

Zimmerman, M. A., & Rappaport, J. (1988). Citizen Participation, Perceived Control and Psychological Empowerment. American Journal of Community Psychology, 16(1).

HCR-Haut-Commissariat des réfugiés. (2015). Cameroun-Rapport inter-agence sur la situation dans l'Extrême Nord. 12-15 Octobre 2015.

PAM-Programme Alimentaire Mondiale. (2015).

Évaluation de la sécurité alimentaire de l'Extrême Nord
du Cameroun. Juin 2015.